

## "Les scandinaves et la CEE" dans Combat

**Légende:** Le 11 novembre 1967, le journal français Combat décrit les réactions des pays nordiques membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE) face à la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés européennes.

**Source:** Combat. 11.11.1967. [s.l.].

**Copyright:** Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"les\\_scandinaves\\_et\\_la\\_cee"\\_dans\\_combat-fr-00fc92d9-af57-4297-a1fa-5c3799d9d8ee.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 17/09/2012

## Les Scandinaves et la CEE

par Georges ANDERSEN

Les ministres de Commerce de la Suède, de la Norvège, du Danemark, de l'Islande et de la Finlande viennent de se réunir à Oslo pour examiner d'une part l'évolution de leurs économies et échanges réciproques et d'autre part leur rôle et leurs possibilités en tant que piliers de l'AELE. Il est à noter que le «bloc scandinave» fait en ce moment l'objet d'attentions particulières non seulement de la part de l'URSS et du camp socialiste, comme le prouvent les sondages de la diplomatie soviétique et polonaise, ainsi que la prochaine visite de M. Nicolas Podgorny à Helsinki, mais encore du côté américain. Devant les difficultés et la «scission» prévues, sinon effective de la CEE, à la suite de la demande d'entrée du Royaume-Uni, le très puissant Joint Economic Committee de Washington prépare déjà sa solution de rechange et a élaboré le projet d'une vaste zone de libre échange atlantique (North Atlantic Free Trade Association ou NAFTA), dont feraient partie avant tout les sept de l'AELE et dans un deuxième temps «les rescapés» de la CEE.

Ces initiatives ont créé des réactions divergentes parmi les dirigeants scandinaves.

Certains d'entre eux sont d'avis que le dilemme qui se pose à l'Europe occidentale est le suivant: soit former une vaste union comprenant les «Six» et les «Sept», soit se résigner à l'adhésion au plan américain, à condition que les dispositions et aspirations de neutralité des puissances réfractaires à toute coalition ou alliance militaires, se trouvent constitutionnellement garanties.

C'est cette compétition secrète engagée pour les faveurs des pays nordiques qui explique, entre autres, l'extrême réserve de Stockholm. Tandis que dans les autres capitales scandinaves on envisage avec sympathie et semble même préparer une coopération de plus en plus étroite, sinon une fusion avec la CEE, le gouvernement suédois se cramponne, avec une intransigeance qui déçoit Copenhague et Oslo, au texte de la note remise cet été à Bruxelles, selon laquelle la Suède ne saurait consentir à une coopération avec la CEE que dans la mesure où celle-ci ne heurterait en rien son statut de neutralité.

Comme on sait que la Commission européenne ripostait à cette note au nom de la Communauté européenne, la Suède devrait de toute façon accepter les conditions et objectifs politiques de la CEE.

Bien que M. Lange, ministre du Commerce suédois, ait déclaré récemment au Parlement de Stockholm, de même qu'hier à Oslo, qu'à son avis toute ouverture en vue de l'entrée des «Sept» à la CEE pourrait être interprétée comme un manque de confiance dans l'avenir de l'AELE, ses homologues scandinaves maintiennent leur point de vue et s'efforcent de persuader M. Lange.

Parallèlement au Parlement de Stockholm l'opposition a ouvert un débat à ce sujet. Le chef du parti conservateur, M. Holmberg, mettait le gouvernement socialiste en garde contre «les excès de la politique de neutralité». Le refus d'adhérer à la CEE, disait-il, isolerait la Suède et affaiblirait son économie à ce point, qu'elle ne serait plus en mesure de rester fidèle à la ligne neutre. Il est significatif que dans l'opinion publique suédoise le problème de la neutralité est dès aujourd'hui fortement discuté et le sera encore plus aux prochaines élections générales. En attendant, les cinq ministres scandinaves ont convenu de faire leur possible pour renforcer l'unité de l'AELE.